

Syndicalisme et politique :

prendre des initiatives pour renouer avec le progrès social

A l'occasion des élections européennes du 25 mai 2014, la gauche française a disparu du paysage politique. Annoncée par les municipales d'avril, où l'effondrement en voix s'est accompagné de la perte de bastions historiques, la déroute n'épargne aucun parti de gauche. Elle fait écho à l'incapacité à mobiliser dans laquelle se trouvent depuis deux ans les organisations syndicales.

A juste titre, les promesses non-tenues du Président Hollande et l'acceptation de l'orthodoxie libérale par l'actuelle majorité sont avancées pour expliquer cette rupture entre la classe politique et ses électeurs. Mais ne s'agit-il que d'un phénomène conjoncturel ?

Depuis le mouvement social de décembre 1995, la conflictualité sociale est forte et continue dans le pays. Recueillant des fortunes diverses quant aux revendications portées, chacune des grandes étapes de mobilisation a toujours eu une réplique politique, sous la forme d'une alternance aux scrutins suivants, sans pour autant que les attentes des salariés soient entendues et satisfaites.

Si les cheminots sortent vainqueurs du mouvement de décembre 1995 sur le régime spécial des retraites, la remise en cause du plan Juppé sur la protection social échoue. La dissolution de 1997 doit beaucoup au séisme social de 1995 mais Lionel Jospin ne revient pas sur le plan Juppé, déclare que l'Etat ne peut pas tout pour l'emploi, enclenche une dynamique de baisse des impôts. Celle-ci ne s'est jamais démentie depuis et a contribué à appauvrir l'Etat social et à le désarmer pour les crises ultérieures. Les modalités de mise en oeuvre des trente cinq heures produisent une intensification du travail qui met les salariés à rude épreuve et ne permet pas de "partager le travail".

La déception fut telle qu'un premier séisme politique secoue le pays le 21 avril 2002 avec la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour des présidentielles. On aurait pu attendre du Président Chirac, dont l'élection de 2002 résulte d'une mobilisation républicaine sans précédent, qu'il mette en place une politique sociale de nature à répondre à la "fracture sociale" qu'il avait lui-même pointée sept ans auparavant. Las, 2003 est l'année d'une réforme des retraites d'une extrême violence. Deuxième étape de mobilisation sociale puissante après 1995, deuxième défaite historique.

Toutes les élections intermédiaires sont jusqu'en 2007 largement perdues par la droite, au profit du parti socialiste. On aurait pu croire que les gaullistes au pouvoir en tirent les conséquences mais le fait marquant de la fin du quinquennat Chirac fut en 2006 le Contrat Première Embauche, et le raz-de-marée qu'il déclencha dans la jeunesse et qui emporta Dominique Villepin. Mouvement social victorieux, qui a pu faire espérer que la jeunesse du pays s'inscrive durablement dans la revendication et les luttes, le CPE a d'abord eu pour effet politique d'ouvrir la voie aux libéraux et à l'élection de Nicolas Sarkozy. Lors de l'élection présidentielle de 2007 en effet, la gauche ne sut pas tirer partie des suites de cette mobilisation, les thématiques de campagne de Ségolène Royal n'offrant que peu de prises aux problématiques sociales. Avec le recul, on peut s'interroger sur l'absence d'anticipation de la crise économique qui se déclare pourtant à peine un an après, absence d'anticipation que révèlent les discours politiques dominants à gauche au cours de la campagne de 2007.

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy reste dans les mémoires, et en particulier les puissantes manifestations contre la réforme Woerth des retraites en 2010. Il a nous été alors impossible de développer un mouvement de grèves et d'envisager un blocage de l'économie qui aurait permis de renverser le rapport de force : Premiers signes d'une lassitude des salariés envers des luttes syndicales individuellement coûteuses et collectivement peu fertiles? Accord avec les discours sur l'insoutenabilité du système par répartition et la nécessité de réduire les prestations pour résorber les déficits? Scepticisme quant à la volonté politique d'abroger la réforme en cas d'alternance lors des scrutins de 2012? La question des retraites fut singulièrement absente de la campagne en 2012.

Depuis deux ans, malgré le renoncement à mener des réformes de justice sociale, comme la réforme fiscale un temps évoquée, malgré l'acceptation par le gouvernement des logiques libérales et la mise en oeuvre de politiques de rigueur contre-productives, malgré l'impopularité grandissante du pouvoir en place et les frustrations flagrantes, les citoyens désertent le champ de l'action syndicale tout autant que celui de l'action politique. Il en est de même dans le domaine associatif. L'individualisme et le désenchantement règnent, et ce sont les mouvements conservateurs et les libéraux qui tiennent le haut du pavé, dans les médias comme dans la rue.

Face à cette situation délétère, le paysage syndical se divise aujourd'hui en deux camps qui semblent irréconciliables. Le syndicalisme d'accompagnement s'autorise d'autant mieux tous les renoncements qu'il tire sa légitimité de la majorité que lui accordent les calculs de représentativité et du manque de combativité des salariés, qu'il tire partie de sa proximité avec le pouvoir politique et les cercles dirigeants. Le pôle de radicalité développe lui un discours sans concession et une stratégie ambitieuse (le Front anti-austérité) sans pour autant convaincre les salariés à entrer dans les luttes. Cette dichotomie n'est d'ailleurs pas sans rappeler les clivages politiques actuels. Une autre caractéristique commune à la gauche et au syndicalisme est le repli sur le champ national et l'absence d'ambition à faire évoluer les rapports de forces au niveau européen.

Poursuivre dans cette voie ne peut qu'accentuer la crise que traversent conjointement le syndicalisme et la gauche. Les scrutins récents le montrent : les électeurs ne font pas la distinction entre gauche réformiste et gauche radicale, se détournant de l'une et de l'autre. Il y a fort à parier que les salariés ne fassent pas non plus la distinction entre syndicalisme d'accompagnement et syndicalisme radical. La faiblesse des mobilisations en témoigne.

Nous sommes aujourd'hui face à un échec de la gauche qui est aussi un échec de toutes les gauches. Nous sommes face à un échec du politique qui est aussi un échec du syndicalisme. Un échec du syndicalisme dans son rapport au politique. Les responsabilités de ces échecs ne sont bien entendu pas uniformément partagées, et il n'est pas question de renvoyer tout le monde dos à dos ou de sombrer dans un relativisme sans intérêt : il y a bien une gauche, un syndicalisme qui ont renoncé à porter les aspirations des classes populaires, laissant le champ libre au Front National. Pour autant, devons-nous nous résigner encore longtemps à la division, sur laquelle prospèrent l'individualisme, le repli sur soi et le populisme?

Le SNES et la FSU occupent une place particulière dans le paysage syndical. Le U de FSU, le U de Unité Action, ne sont pas de pure forme. Notre syndicalisme a toujours promu la recherche de l'unité, et parfois avec une certaine efficacité.

Au cours des dix dernières années, le seul exemple de lutte réussie est la campagne contre le Traité Constitutionnel Européen de 2005, au cours de laquelle mouvement social, syndicats et politiques ont réussi, malgré leurs différences et leurs divergences, imposer dans le débat public les thématiques sociales, capter l'attention des salariés et des citoyens, et les inciter à prendre position. Les clivages idéologiques existaient déjà en 2005 au sein du paysage syndical comme au sein de la gauche. N'hésitant pas à organiser des débats contradictoires, à se confronter à la complexité de la question, le mouvement social sont parvenus à peser sur la réalité. A l'heure où se négocie le Grand Marché Transatlantique, le pôle de radicalité est-il en passe de rééditer le même exploit?

En janvier 2008, c'est sur la base d'une plate-forme unitaire inédite que les salariés retrouvent le chemin des luttes après l'élection de Nicolas Sarkozy. Inversement, en 2012, alors que les forces réactionnaires s'organisent pour prendre le pouvoir en France, pourquoi n'a-t-il pas été possible de se saisir résolument des tentatives de dépassement du clivage syndical qu'ont constitué l'appel CGT-CFDT-FSU-UNSA à une journée européenne d'action en avril ou l'appel unitaire à une journée de grève dans la Fonction Publique le jeudi 15 mai, appel qui ne put être décliné au niveau du ministère de l'Education Nationale ou au niveau local, par exemple dans les Bouches-du-Rhône?

Le temps n'est-il pas venu de s'adresser solennellement aux confédérations et aux fédérations de fonctionnaires, pour qu'elles mettent un place un processus de négociation intersyndicale, une Conférence Sociale, qui vise à l'élaboration d'une plate-forme syndicale commune par laquelle ces organisations, conscientes de la gravité et de l'urgence de la situation, s'engagent sur les bases d'une alternative économique et sociale, et s'adressent aux salariés sur ces bases unitaire. Ce travail intersyndical pourrait utilement s'appuyer sur des échanges approfondis avec les associations du type d'ATTAC, Copernic, ... et sur une initiative commune des organisations syndicales françaises parties prenantes de la CES en vue de la préparation d'un forum social européen. Cette plate-forme syndicale unitaire pourrait ensuite être présentée aux partis politiques de la gauche française, afin qu'elle soit prise en compte dans l'écriture de leurs programmes, voire d'un programme d'union pour les échéances à venir, élections régionales qui intéressent au premier chef notre fédération vu les compétences qui sont celles des régions, élections nationales de 2017.

La persévérance des forces de gauche et des organisations syndicales dans les impasses stratégiques actuelles ne peut conduire qu'à des déroutes politiques et sociales. Il est de la responsabilité d'une organisation comme la nôtre de prendre toutes les initiatives permettant de sortir des ornières actuelles. Sans rien s'interdire a priori. Ce n'est que par une démarche plus volontariste des organisations syndicales, et plus largement du mouvement social, envers les partis politiques pour une prise en compte réelle et sincère des aspirations des classes populaires et moyennes, que l'on parviendra à éviter la catastrophe annoncée.

Laurent Tramoni